

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 DÉCEMBRE 1920.

Projet de loi

concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Une loi du 15 mars 1914, publiée au *Moniteur* du 16 juillet 1919, a approuvé la convention internationale de l'opium conclue à la Haye, le 25 janvier 1912, et à laquelle le Gouvernement belge avait donné son adhésion.

En vertu de cet acte international, les puissances contractantes s'engagent à édicter des lois et règlements efficaces pour le contrôle de la production et de la distribution de l'opium brut, et à en réglementer l'importation et l'exportation, à prendre des mesures pour la suppression graduelle et efficace de la fabrication, du commerce intérieur de l'opium préparé, et pour l'importation et l'exportation de cette substance. En ce qui concerne l'opium médicinal, la morphine, la cocaïne, etc., les pays contractants s'engagent à édicter des lois ou des règlements sur les pharmacies de façon à limiter la fabrication, la vente et l'emploi de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs, aux seuls usages médicaux et légitimes. Un contrôle de la fabrication, de l'importation, de la vente, de la distribution et de l'exportation de ces produits devra être organisé.

Dans l'état actuel de notre législation, le Gouvernement ne possède pas les pouvoirs nécessaires pour édicter des mesures réglementaires qui répondent adéquatement aux obligations qui lui sont imposées par la convention internationale précitée. Cette lacune est d'autant plus regrettable que le Gouvernement se trouve presque entièrement désarmé devant les ravages que produisent au sein de toutes les classes de notre population, les abus funestes des stupéfiants; il y a lieu de réprimer ces abus sans aucun retard.

Certaines mesures en vue de combattre le terrible fléau, qui menace le pays, ont été édictées par l'arrêté royal du 24 octobre 1919. Mais les dispositions qu'il comprend ne répondent que très imparfaitement à la double préoccupation du Gouvernement.

Cet arrêté se rattache à une législation déjà fort ancienne et principalement à la loi du 12 mars 1818 réglant tout ce qui est relatif à l'exercice des différentes branches de l'art de guérir et dont l'article 16 dispose comme suit :

« Il ne pourra être fourni aucune substance vénéneuse ou soporifique qu'en vertu d'une ordonnance écrite et dûment signée par un docteur en médecine..., pharmacien ou autre personne connue, et lorsque ces substances seront destinées à un usage connu, à peine d'une amende de cent florins qui sera doublée à chaque récidive; et seront les vendeurs ou fournisseurs des dites substances vénéneuses ou soporifiques tenus de conserver ces ordonnances pour leur responsabilité sous peine de vingt cinq florins d'amende ».

Il n'y a pas lieu de s'étonner de l'insuffisance de cette disposition. En effet, depuis le jour où elle a été édictée, la science a évolué, des nouvelles substances toxiques ont été découvertes, les applications dont étaient susceptibles celles déjà connues se sont multipliées, l'éducation du public qui les emploie s'est modifiée; d'autre part, rien ne permettait de prévoir, à cette époque, quelles funestes passions l'emploi des stupéfiants développerait chez certains individus et à quels subterfuges ceux-ci auraient recours pour les satisfaire; enfin, les pénalités prévues comme sanction de l'article 16 précité et des mesures prises pour son exécution, sont trop anodines en comparaison du mal causé par ceux qui exploitent le vice et la passion.

Pour parer à cette insuffisance, le Gouvernement estime qu'il y a lieu de demander au Parlement de vouloir édicter de nouvelles dispositions légales en cette matière. A cet effet, il a l'honneur de lui soumettre le projet de loi ci-joint relatif au trafic des substances toxiques. Ce projet qui s'inspire de ce qui a été fait récemment en France, en Hollande, en Angleterre et en Espagne, est de nature à donner au problème qui se pose une solution en conformité avec les données de la science et avec les conditions de la civilisation moderne.

ARTICLE PREMIER.

L'article premier tend à accorder au Gouvernement la faculté de réglementer la fabrication et le trafic des substances toxiques, soporifiques, stupéfiants, désinfectantes ou antiseptiques sous toutes leurs formes. Il est, en effet, indispensable que le Gouvernement soit suffisamment armé pour déjouer toutes les manœuvres qui permettraient à certains individus de bénéficier de l'impunité.

A la différence de l'article 16 de la loi du 12 mars 1818 qui n'a trait qu'aux substances vénéneuses ou soporifiques, l'article premier divise les substances toxiques en trois catégories :

1. — Les substances toxiques proprement dites ;
2. — Les substances soporifiques ou stupéfiantes ;
3. — Les substances désinfectantes ou antiseptiques.

Cette distinction se justifie parce qu'il convient de prévoir un régime particulier pour chaque catégorie. Il y aura également lieu de réprimer avec

(ANNEXE AU N° 41)

(BIJLAGE VAN N° 41)

PROJET DE LOI

concernant le trafic des substances
vénéneuses, soporifiques, stupé-
fiantes, désinfectantes ou antisepti-
ques.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Pre-
mier Ministre, Ministre de l'Inté-
rieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur
suit, sera présenté en Notre Nom,
aux Chambres législatives par Notre
Premier Ministre, Ministre de l'In-
térieur.

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé à
réglementer et à surveiller, dans
l'intérêt de l'hygiène et de la santé
publique, l'importation, l'exporta-
tion, la fabrication, le transport, la
détention, la vente et l'offre en
vente, la délivrance et l'acquisition
à titre onéreux ou à titre gratuit,
des substances toxiques, soporifi-
ques, stupéfiantes, désinfectantes ou
antiseptiques.

ART. 2.

Les infractions aux dispositions
des arrêtés royaux relatives aux

WETSONTWERP

betreffende het verhandelen van de
giftstoffen, slaapmiddelen en ver-
doovende middelen, ontsmettings-
stoffen en antiseptica.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil!*

Op voorstel van Onzen Eersten
Minister, Minister van Binnenland-
sche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de in-
houd volgt zal, in Onzen Naam, door
Onzen Eersten Minister, Minister
van Binnenlandsche Zaken, ter Wet-
gevende Kamers voorgelegd worden.

EERSTE ARTIKEL.

De Regeering wordt gemachtigd
om, in 't belang der openbare ge-
zondheid, den invoer, uitvoer, ver-
vaardiging, het vervoer, het bezit,
den verkoop en het te koop stellen,
het afleveren of aanschaffen, mits
betaling of kosteloos van de gift-
stoffen, slaapmiddelen, verdooven-
de stoffen, ontsmettingsmiddelen en
antiseptica te regelen en daarover
toezicht te houden.

ART. 2.

De inbreuken op de schikkingen
der koninklijke besluiten betreffen-

substances toxiques, désinfectantes ou antiseptiques, seront punies d'un emprisonnement de 8 jours à 3 mois et d'une amende de cent à trois mille francs ou de l'une de ces peines seulement.

Les infractions aux dispositions des arrêtés royaux qui concernent spécialement les substances soporifiques et stupéfiantes, seront punies d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans et d'une amende de 1,000 à 10,000 francs, ou de l'une de ces peines seulement.

ART. 3.

Seront punis des peines prévues à l'article 2, alinéa 2, ceux qui auront usé en société des substances spécifiées à l'article 2, § 2 ou en auront facilité à autrui l'usage à titre onéreux ou à titre gratuit, soit en procurant à cet effet un local, soit par tout autre moyen

ART. 4.

Les auteurs des infractions visées à l'article 2, alinéa 2 et à l'article 3, pourront être condamnés à l'interdiction conformément à l'article 33 du Code pénal, et être renvoyés sous la surveillance spéciale de la police conformément à l'article 33 du Code pénal, pendant une période de 2 à 3 ans.

S'ils exercent une branche de l'art de guérir, le juge de l'infraction pourra leur interdire temporairement ou définitivement l'exercice de l'art de guérir. Celui qui conti-

de de giftstoffen, de ontsmettingsmiddelen of antiseptica zullen gestraft worden met een gevangenisstraf van 8 dagen tot 3 maanden en eene boete van honderd tot drie duizend frank of met slechts een dezer straffen.

De inbreuken op de schikkingen der koninklijke besluiten die bijzonder betrek hebben op de slaapmiddelen en verdoovende stoffen zullen gestraft worden met eene gevangenisstraf van 3 maand tot 2 jaar en eene geldboete van 1,000 tot 10,000 frank of met slechts eene dezer straffen.

ART. 3.

Zullen gestraft worden met de straffen voorzien bij artikel 2, alinéa 2, degenen die gemeenschappelijk gebruik zullen gemaakt hebben der stoffen bepaald bij artikel 2, § 2, of er aan anderen, 't zij mits betaling, 't zij kosteloos, het gebruik zullen van vergemakkelijkt hebben, 't zij door het verschaffen tot dit doel van een lokaal, 't zij op elke andere wijze.

ART. 4.

De daders der inbreuken voorzien bij artikel 2, § 2, en artikel 3, mogen veroordeeld worden tot de ontzetting, gelijkvormig artikel 33 van het Strafwetboek, en verzonden onder het bijzonder toezicht der politie gelijkvormig artikel 33 van het Strafwetboek gedurende een tijdperk van 2 tot 3 jaar.

Indien zij een tak der geneeskunde uitoefenen, mag de rechter voor wien de zaak aanhangig is, hun tijdelijk of bepaaldelijk het uitoefenen van de geneeskunde ontzeggen. De-

nuerait l'exercice de son art pendant la durée de cette interdiction, encourra une peine d'emprisonnement de 15 jours à 6 mois.

ART. 5.

En cas de récidive dans le délai de 2 ans, après une condamnation du chef d'une infraction à la présente loi, les peines pourront être portées au double.

ART. 6.

Les dispositions du Livre I^{er} du Code pénal, auxquelles il n'est pas dérogé par la présente loi, sont applicables aux infractions prévues par les articles précédents.

ART. 7.

Les agents du Gouvernement qui, indépendamment de tous officiers de police judiciaire, seront chargés de surveiller l'exécution des mesures ou des règlements arrêtés en vertu de la présente loi, visiteront, dans les limites fixées par l'article 2 de la loi du 4 août 1890, relative à la falsification des denrées alimentaires, les officines, magasins, boutiques et lieux quelconques affectés à la vente ou à la délivrance des substances visées par la présente loi, les dépôts annexés à ces officines, magasins et boutiques, ainsi que les locaux servant à la fabrication et à la préparation de ces substances.

Ils auront le droit de pénétrer à toute heure dans les locaux où il est fait usage de substances soporifiques ou stupéfiantes en société.

gene die de uitoefening zijner kunst zou voortzetten tijdens den duur van dit verbod, zal eene gevangenisstraf van 15 dagen tot 6 maand oploopen.

ART. 5.

Bij herhaling binnen de 2 jaar na eene veroordeeling uit hoofde eener inbreuk op deze wet zullen de straffen mogen verdubbeld worden.

ART. 6.

De bepalingen van Boek I van Strafrecht van dewelke de huidige wet niet afwijkt, zijn toepasselijk op de misdrijven voorzien door de voorgaande artikelen.

ART. 7.

De agenten van den Staat die, benevens de ambtenaren van gerechtelijke politie, belast zullen worden met te waken over de uitvoering der maatregelen en reglementen krachtens deze wet genomen, zullen, binnen de grenzen, bepaald bij artikel 2 der wet van 4 Augustus 1890 betreffende de vervalsching der eetwaren, de apotheken, magazijnen, winkels en welkdanige plaatsen bestemd tot het verkoopen en afleveren der stoffen bedoeld door deze wet, de bewaarplaatsen aan deze apotheken, magazijnen en winkels gehecht, alsook de lokalen dienende tot de voortbrengst en de bereiding dezer stoffen, bezoeken.

Zij zullen ter ieder ure toegang hebben tot de lokalen waar men gemeenschappelijk gebruik maakt van van slaapverwekkende en verdovende middelen.

Ils constateront les infractions aux lois et règlements sur la matière par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire. Une copie du procès-verbal sera transmise aux contrevenants dans les 24 heures au plus tard de la constatation de l'infraction.

Les procès-verbaux, dont il est question au paragraphe précédent, seront dressés conformément aux dispositions de la loi du 3 mai 1889.

Le mode ou les conditions de la prise d'échantillons et d'analyse seront réglés par arrêté royal.

ART. 8.

Seront punis d'une amende de 50 à 200 francs, sans préjudice s'il y a lieu de l'application des peines comminées par les articles 269 à 274 du Code pénal, ceux qui se seront refusés ou opposés aux visites, aux inspections ou à la prise d'échantillons par les agents investis du droit de rechercher et de constater les infractions aux lois et règlements relatifs à l'objet de la présente loi.

En cas de récidive dans les deux ans de la dernière condamnation pour infraction prévue par le § 1^{er} du présent article, le tribunal pourra élever l'amende jusqu'à 500 francs et prononcer un emprisonnement de 8 jours à 2 mois.

ART. 9.

L'article 16 de la loi du 12 mars 1818 réglant tout ce qui est relatif à

Voor de overtredingen der wetten en verordeningen zullen zij processen-verbaal opmaken, geloofwaardig tot het tegenbewijs. Een afschrift van het proces-verbaal zal aan de overtreders ter hand gesteld worden ten laatste binnen de 24 uren na dat de overtreding zal bevonden zijn.

De processen-verbaal waarvan sprake in vorig paragraaf zullen opge maakt worden overeenkomstig de bepalingen der wet van 3 Mei 1889.

De wijze of de voorwaarden voor het nemen van stalen en voor de ontleding zullen bij koninklijk besluit geregeld worden.

ART. 8.

Zullen gestraft worden met eene geldboete van 50 tot 200 frank, desnoods onverminderd de toepassing der straffen bepaald bij artikelen 269 en 274 van het Wetboek van Strafrecht, zij die zich zullen verzet hebben tegen de bezoeken, het oefenen van toezicht of het nemen van stalen door de agenten die gemachtigd zijn de overtredingen op de wetten en reglementen betreffende het voorwerp dezer wet, na te gaan en vast te stellen.

Bij herhaling binnen de twee jaar na de laatste veroordeeling wegens de inbreuk voorzien bij de eerste § van dit artikel, mag de rechtbank de geldboete verhoogen tot 500 frank en een gevangenisstraf van 8 dagen tot 2 maand uitspreken.

ART. 9.

Artikel 16 der wet van 12 Maart 1818 ter regeling van hetgeen be-

l'exercice des différentes branches
de l'art de guérir, est abrogé.

Donné à Bruxelles, le 10 décembre
1920.

trekkelijk is tot de uitoefening van
de verschillende takken der genees-
kunde, wordt opgeheven.

Gegeven te Brussel, den 10^{de} De-
cember 1920.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Premier Ministre, Ministre
de l'Intérieur,*

Van 's Konings wege :

*De Eerste Minister, Minister
van Binnenlandsche Zaken,*

H. CARTON DE WIART.



bien plus de sévérité les abus des substances toxiques visées dans la deuxième catégorie. En ce qui concerne les substances désinfectantes ou antiseptiques, la réglementation devra tendre avant tout à assurer la production et la vente de produits de bonne qualité. La plupart des désinfectants et antiseptiques, qui sont actuellement dans le commerce, ne répondent nullement aux données de la science. Il en résulte une fausse sécurité pour ceux qui en font usage. Un contrôle sévère de ces produits doit être organisé dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques.

ART. 3.

Le projet de loi ne se borne pas à déléguer au Gouvernement le droit de déterminer les infractions. A l'article 3, il définit un certain nombre d'infractions d'un caractère particulièrement grave commises au moyen de substances soporifiques, notamment l'usage des stupéfiants en société, le fait de faciliter à autrui l'usage à titre onéreux ou à titre gratuit de ces substances, soit en procurant à cet effet un local, soit par tout autre moyen.

ART. 2 ET 4.

Ces articles prévoient des pénalités applicables aux infractions qui seront constatées. En ce qui concerne les amendes et les peines d'emprisonnement, le Gouvernement estime qu'il y a lieu de mettre ces pénalités en rapport avec la valeur actuelle de l'argent et la dépravation morale de notre époque.

Les infractions aux arrêtés du Gouvernement en ce qui concerne les substances toxiques, désinfectantes ou antiseptiques seront punies d'un emprisonnement de huit jours à trois mois, et d'une amende de 100 francs à 3,000 francs. Le juge aura la faculté de n'appliquer qu'une de ces peines (art. 2 § 1).

Les pénalités prévues pour les infractions en matière de substances soporifiques et stupéfiantes sont plus sévères. Cette sévérité est dictée par l'extrême gravité des méfaits de ceux qui se livrent au trafic de ces substances particulièrement nuisibles. L'article 2 § 2, prévoit une peine d'emprisonnement de trois mois à deux ans, et une amende de 1,000 à 10,000 francs.

Indépendamment de ces peines principales, l'article 4 prévoit des peines complémentaires qui consistent dans la faculté pour le juge :

1° De prononcer l'interdiction conformément à l'article 33 du Code pénal (article 4 § 1) ;

2° De renvoyer les délinquants sous la surveillance spéciale de la police pendant une période de deux à cinq ans (art. 4 § 1) ;

3° D'interdire l'exercice de l'art de guérir, temporairement ou définitivement, si les prévenus ont qualité pour exercer une des branches de l'art de guérir (art. 4 § 2).

ART. 5.

Cette disposition, applicable à toutes les infractions prévues par le projet de loi, a trait à la récidive.

ART. 6.

Les dispositions du livre I^{er} du C. P. sont rendues applicables aux infractions prévues par le projet de loi.

Il en résulte que les dispositions des articles 42 et 43 du Code pénal relatives à la confiscation, trouvent leur application dans l'espèce.

ART. 7 ET 8.

Le Gouvernement, en vertu du droit de surveillance que lui conférera l'article premier, aura la faculté de désigner des agents qui, indépendamment des officiers de police judiciaire, seront spécialement chargés de surveiller l'exécution des mesures édictées, par exemple, les inspecteurs des pharmacies, les inspecteurs des denrées alimentaires, les membres des commissions médicales provinciales. Aux termes de l'article 7, ces agents exerceront leur mission de contrôle et d'investigation dans les limites fixées par l'article 2 de la loi du 4 août 1890, relative à la falsification des denrées alimentaires.

Ils pourront pénétrer dans les officines, magasins, boutiques et lieux quelconques affectés à la vente ou à la délivrance des substances visées par la loi pendant tout le temps qu'ils sont ouverts au public.

Ils pourront pénétrer aussi, pendant les mêmes heures, dans les dépôts annexés à ces officines, magasins, etc., même lorsque ces dépôts ne sont pas ouverts au public.

Seront soumis à leurs visites, à toute heure, les locaux qui servent à la fabrication et à la préparation de ces substances, ainsi que les locaux où il est fait usage de substances soporifiques ou stupéfiants en société. Un droit de visite aussi étendu est indispensable en vue de permettre de déjouer toutes les manœuvres ayant pour but d'empêcher ou de rendre difficile la constatation des infractions.

L'article 8 prévoit les pénalités applicables à ceux qui se sont opposés aux visites, aux inspections ou à la prise d'échantillons par les agents investis du droit de rechercher les infractions sur la matière.

ART. 9.

L'article 16 de la loi du 12 mars 1818 étant devenu sans objet, il y a lieu de prévoir son abrogation.

Le Premier Ministre,
Ministre de l'Intérieur,
H. CARTON DE WIART.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 DECEMBER 1920.

Wetsontwerp

betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdoovende middelen, ontsmettingsstoffen en anti-septica.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Eene wet van 15 Maart 1914, bekend gemaakt in het *Staatsblad* van 16 Juli 1919 heeft hare goedkeuring verleend aan de internationale opium-overeenkomst gesloten in den Haag op 23 Januari 1912 en aan dewelke de Belgische Regeering hare toetreding had toegezegd.

Krachtens die internationale overeenkomst verbinden zich de toetredende mogendheden werkdadige wetten en reglementen uit te vaardigen aangaande het toezicht over de voortbrengst en de verdeeling van den *onbewerkten opium* en den in- en uitvoer ervan te regelen, maatregelen te treffen voor de trapsgewijze en krachtdadige afschaffing van de voortbrengst, den inlandschen handel van den bewerkten opium en voor den in- en uitvoer van die stof. Voor wat den geneeskundigen opium betreft, de morphine, de cocaïne, enz., verbinden zich de toetredende mogendheden wetten en reglementen uit te vaardigen voor de apotheken ten einde de voortbrengst, den verkoop en het gebruik van de morphine, cocaïne en hunne respectieve zouten te beperken tot geneeskundig en wettig gebruik. Een controle zal moeten ingericht worden over de voortbrengst, den invoer, den verkoop, de verdeeling en den uitvoer dier stoffen.

In den huidige stand onzer wetgeving beschikt de Regeering over de noodige macht niet, reglementhoudende maatregelen voor te schrijven welke passend beantwoorden aan de verplichtingen die haar door de hooger genoemde internationale overeenkomst zijn opgelegd. Die leemte valt des te meer te betreuren daar de Regeering bijna gansch ontwapend is tegenover de verwoestingen aangericht in al de klassen der bevolking door het noodlottig misbruik van verdoovende middelen. Dit misbruik dient zonder verwijl te keer te gaan.

Ten einde dien vreeselijken geesel die het land bedreigt te bekampen, werden er bij Koninklijk besluit van 24 October 1919, sommige maatregelen uitgevaardigd. Maar de schikkingen welke het behelst beantwoorden maar slecht aan de dubbele bekommerning der Regeering.

Dit besluit staat in verband met een reeds oude wetgeving, namelijk met de wet van 12 Maart 1818 ter regeling van hetgeen betrekkelijk is op de uitoefening van de verschillende takken der geneeskunde, waarvan artikel 16 luidt als volgt :

« Geen vergiften of slaapmiddelen mogen worden afgeleverd dan op schriftelijk en behoorlijk onderteekend order van den medicinedokter..... apotheker of van bekende personen en tot een bekend gebruik gedestineerd, op eene boete van 100 guldens, telkenreize te verdubbelen; en zullen de verkooper of afleveraars van die vergiften of slaapmiddelen, zoodanige orders ter hunne verantwoording moeten bewaren, op eene boete van 25 guldens. »

Over die ontoereikendheid hoeft men zich niet te verwonderen. Inderdaad, sinds zij werd uitgevaardigd, heeft de Wetenschap eene groote ontwikkeling genomen; nieuwe giftstoffen werden ontdekt, de toepassingen van de reeds gekende zijn vermenigvuldigd, de opvoeding van het publiek die er gebruik van maakt heeft zich gewijzigd, van den anderen kant komen op dit tijdstip niet voorzien welke verderfelijke driften het gebruik der verdoovende middelen bij sommige personen zou verwekken en welke voorwendsels zij zouden inroepen om ze te voldoen; eindelijk zijn de straffen ter bekrachtiging van voornoemd artikel 16 en der maatregelen genomen voor zijne uitvoering, te onbeduidend vergeleken met het kwaad veroorzaakt door degenen welke de ontucht en de drift uitbaten.

Om die ontoereikendheid te verhelpen oordeelt de Regeering het gepast aan het Parlement te vragen nieuwe wettelijke schikkingen op dit gebied te willen uitvaardigen. Te dien einde heeft het de eer bijgevoegd wetsontwerp betreffende de verhandeling van giftstoffen te overleggen. Dit ontwerp opgevat in den zin van hetgeen onlangs is gedaan in Frankrijk, in Holland, Engeland en Spanje, is van aard aan het gestelde vraagstuk eene oplossing te geven in overeenstemming met de gegevens der wetenschap en met de voorwaarden der hedendaagsche beschaving.

Artikel I.

Het artikel I heeft voor doel de Regeering te machtigen de voortbrengst en de verhandeling te regelen der giftstoffen, slaapmiddelen, verdoovende stoffen, ontsmettingsmiddelen en antiseptica onder alle hunne vormen. Het is inderdaad noodig dat de Regeering voldoende gewapend weze om al de listen en lagen te verijdelen, waardoor zekere personen de strafbaarheid zouden ontwijken. In tegenstelling met het artikel 16 der wet van 12 Maart 1818, dat enkel de giftstoffen en de slaapmiddelen bedoelt, worden door artikel I de giftstoffen in drie reeksen ingedeeld :

1^o De giftstoffen;

2^o De slaapmiddelen of verdoovende stoffen ;

3^o Ontsmettingsmiddelen en antiseptica.

Dit onderscheid is verrechtvaardigd aangezien het wenschelijk is voor elke reeks eene bijzondere regeling voor te schrijven. Het zal ook noodig zijn met grootere strengheid het misbruiken van de slaapverwekkende stoffen te treffen dan dit van de giftstoffen bedoeld in de eerste reeks. Voor wat de ontsmettingsmiddelen en antiseptica betreft, moet de regeling vooral de voortbrengst en den verkoop van goede hoedanigheid beoogen ; meest alle de ontsmettingsmiddelen en antiseptica welke men hedendaags in den handel aantreft, beantwoorden geenszins aan de gegevens der wetenschap. Aan degenen welke er gebruik van maken, verstrekken zij eene ongegronde veiligheid. Een ernstig toezicht dezer produkten dient ingericht in 't belang der openbare gezondheid.

ART. 3.

Het wetsontwerp vergenoegt zich niet met aan de Regeering het recht toe te kennen de inbreuken te bepalen. Bij artikel 3 bepaalt het een zekeraantal inbreuken van bijzonder zwaren aard, begaan bij middel van slaapmiddelen, namelijk het gebruiken der verdoovende middelen in gezelschap, het feit van kosteloos, of mits betaling, aan anderen het verbruik dier stoffen te vergemakkelijken enz... 't zij met hun te dien einde een lokaal te bezorgen, t zij op eenige andere manier.

ART. 2 en 4.

Deze artikelen voorzien de straffen toepasselijk op de inbreuken welke worden vastgesteld. Voor hetgeen de boeten en de gevangenisstraffen betreft, is de Regeering van oordeel dat het noodig is deze straffen in evenredigheid te brengen met de hedendaagsche waarde van het geld en met de bedorvenheid der zeden in de hedendaagsche maatschappij. De inbreuken op de besluiten der Regeering voor hetgeen de giftstoffen en de ontsmettingsmiddelen en antiseptica betreft, zullen gestraft worden met acht dagen tot drie maand gevangenis en een boete van 100 tot 3000 frank. Het zal den rechter geoorloofd zijn naar keuze maar een dier straffen toe te passen (art. 2 par. 1). De straffen voorzien voor inbreuken betreffende de slaapverwekkende en verdoovende middelen zijn zwaarder. Deze strengheid is verrechtvaardigd door de gewichtigheid der misdrijven geploegen door degenen die zich overleveren aan het verhandelen dezer bijzonder nadeelige stoffen. Artikel 2 paragraaf 2 voorziet eene straf van 3 maand tot 2 jaar gevang en eene boete van 1,000 tot 10,000 frank. Benevens deze hoofdstraffen, voorziet artikel 4 de toepassing van bijkomende straffen welke de rechter naar goeddunken zal mogen toepassen, namelijk : 1^o de ontzegging voorzien door artikel 33 van het strafwetboek (artikel 4 par. 1).

2^o Het plaatsen der overtreders onder het bijzonder toezicht der politie voor een tijdperk van 2 tot 5 jaar (art. 4 par. 1) ;

3^o Het tijdelijk of onherroepelijk ontzeggen van het uitoefenen der genees-

kunde, zoo de overtreders bevoegd zijn voor het uitoefenen van een der takken der geneeskunde (art. 4 par. 2);

ART. 5.

Deze schikking welke toepasselijk is op al de inbreuken voorzien door het wetsontwerp, heeft betrekking op de herhaling.

ART. 6.

De schikkingen van boek I van strafrecht worden toepasselijk gemaakt op de inbreuken voorzien door het wetsontwerp. Daarnit volgt dat de schikkingen der artikels 42 en 43 van het strafwetboek betreffende de inbeslag-neming, hier hunne toepassing vinden.

ART. 7 en 8.

Krachtens het recht van toezicht dat haar door art. I zal toegekend worden, zal de Regeering over het recht beschikken agenten aan te duiden die, benevens de officieren der gerechtelijke politie, bijzondere opdracht zullen krijgen, te waken over de uitvoering der getroffen maatregelen, bij voorbeeld, de toezieners der apotheken, de toezieners van den handel der eetwaren, de leden der provinciale geneeskundige commissiën. Krachtens artikel 7 zullen deze agenten zich van hunne zending van toezicht en opsporing kwijten binnen de grenzen vastgesteld bij artikel 2 van de wet van 4 Augustus 1890 betreffende de vervalsching der eetwaren.

Zij zullen toegang hebben tot de apotheken, magazijnen, winkels en alle plaatsen welke gebruikt worden voor den verkoop of het afleveren der stoffen door de wet bedoeld, zoolang zij voor het publiek open blijven. Zij zullen ook gedurende dezelfde uren mogen binnentreden in de bergplaatsen gehecht aan die apotheken, magazijnen, enz., zelfs als wanneer deze bewaarplaatsen voor het publiek niet toegankelijk zijn. Zullen ten alle tijde aan hun toezicht onderworpen zijn, de lokalen welke dienen voor het voortbrengen en het bereiden dèzer stoffen alsook de lokalen waar er gemeenschappelijk gebruik gemaakt wordt van slaapmiddelen of verdoovende stoffen. Zulk uitgebreid recht van huiszoeking is volstrekt noodzakelijk ten einde de listen te verijdelen welke voor doel hebben het vaststellen der inbreuken te beletten of moeilijk te maken.

Artikel 8 voorziet de straffen toe te passen in geval van verzet tegen dit toezicht of tegen het nemen van stalen door de agenten aangesteld voor het opzoeken der inbreuken.

ART. 9.

Aangezien artikel 16 der wet van 12 Maart 1818 geen reden van bestaan meer heeft, dient zijne opheffing voorzien te worden.

De Eerste Minister,

Minister van Binnenlandsche Zaken,

H. CARTON DE WIART.